ISSN 0024-7650

L 15290 - 2526 - F: 1,20 €

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2526
30 décembre 2016
1,20 € • DOM: 1,80 €

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# Lutte ouvrière

Le journal d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

# Chômage
# Une situation insupportable imposée par le patronat

## Attentat de Berlin
### Vaines surenchères sécuritaires

Pages 2 et 5

## Palestine
### Cinquante ans de colonialisme israélien

Page 8

## La campagne de Nathalie Arthaud

Page 12

# Des attentats que les mesures sécuritaires ne peuvent arrêter

**Il n'aura pas fallu longtemps, après l'attentat de Berlin, pour que nombre de politiciens sautent sur l'aubaine, reprennent leurs refrains habituels et rivalisent de propos réactionnaires.**

**En Allemagne, l'extrême droite mais aussi des membres de son propre parti s'en sont pris à Angela Merkel en l'accusant d'avoir facilité la venue de terroristes en laissant entrer des réfugiés. En France, le FN mais aussi les politiciens de droite se sont étonnés que l'auteur de l'attentat ait pu prendre le train et passer d'Allemagne en France et en Italie. Ils en profitent pour répéter qu'il faut repousser les réfugiés et clore les frontières. Et tous d'affirmer, gouvernement compris, qu'il faut plus de mesures sécuritaires et encore plus de moyens à la police et à l'armée pour traquer les terroristes.**

**Cela fait des années que l'on entend cela, sans que les mesures policières aient empêché des attentats comme ceux de Paris, de Nice ou de Berlin, et sans qu'elles aient découragé les vocations terroristes, bien au contraire.**

**De tels attentats, frappant des personnes au hasard, sont ignobles. Mais aucune mesure sécuritaire n'empêchera jamais un homme décidé à semer la mort, quitte à y laisser sa propre vie, de passer les frontières pour mener à bien son projet. Tous ces politiciens le savent et ne font que tenter d'exploiter l'émotion provoquée par les attentats.**

**Faire l'amalgame entre terroristes et migrants est choquant, et aussi tout simplement faux. Les auteurs des attentats commis en France étaient nés et avaient vécu dans le pays. Quant aux migrants venus du Moyen-Orient ou d'Afrique, ils fuient justement le terrorisme qui y sévit. Ils fuient un quotidien fait d'attentats, de répression, de massacres commis par des régimes de dictature, mais aussi par des milices comme celle de Daech.**

**Les migrants fuient des bombardements massifs qui n'émanent pas seulement de la Russie, mais aussi des États-Unis ou de la France. Car en Syrie, en Irak, les États occidentaux interviennent depuis des années, s'arrogent le droit d'envoyer leurs armées, de soutenir des dictateurs puis de tenter de les renverser et d'écraser les populations sous les bombes. Le prétexte est toujours de rétablir la paix, mais la raison réelle est de maintenir leur influence dans cette région au profit de leurs compagnies, pétrolières ou autres.**

**Les dirigeants des grandes puissances prétendent défendre la civilisation contre la barbarie, mais leur politique se résume à défendre un système barbare, par des moyens barbares, en s'appuyant sur des régimes barbares et en fournissant les armes. Cela nourrit le terrorisme, et quand des attentats ont lieu dans les pays européens, ils ne sont qu'un épisode de la guerre qui se déroule depuis des années au Moyen-Orient.**

**Les mesures sécuritaires, les policiers et soldats déployés dans les villes, les contrôles aux frontières, l'état d'urgence prolongé n'y changeront rien. Ils ne feront qu'installer un peu plus au cœur de l'Europe l'état de guerre qui sévit déjà depuis des années de l'autre côté de la Méditerranée, pendant que des politiciens saisiront cette occasion de surenchérir dans les discours réactionnaires. C'est aussi pour eux le moyen de faire oublier leurs responsabilités, non seulement dans cette situation de guerre, mais dans la crise et la misère qui s'étendent ici-même.**

**La propagande xénophobe et raciste du FN et d'autres est elle aussi le moyen de rejeter sur les migrants, sur les étrangers, des responsabilités qui sont celles du système capitaliste et des politiciens bien français. Les travailleurs ne doivent pas accepter de se laisser ainsi diviser !**

**La campagne électorale qui s'annonce sera pour la plupart des politiciens, de droite mais aussi de gauche, l'occasion de broder sur ces thèmes, de renchérir sur les questions de sécurité, de contrôle des frontières, de rejet des migrants. Ce seront autant de moyens d'éviter de parler de l'essentiel, d'esquiver les problèmes réels rencontrés par la population travailleuse : le chômage qui ne baisse pas, la vie qui devient plus dure pour beaucoup.**

**Eh bien, ce sont ces problèmes-là qu'il faut mettre sur la table. Il faut faire entendre les exigences des travailleurs ; non seulement ils ne veulent pas être engagés dans une guerre qu'ils n'ont pas voulue, mais ils en ont assez de payer pour la crise d'un système dans laquelle ils n'ont aucune responsabilité.**

**C'est tout le bien qu'il faut souhaiter aux travailleurs en cette nouvelle année. Lutte ouvrière y apportera sa contribution, notamment par la voix de sa candidate à l'élection présidentielle, Nathalie Arthaud.**

## Au sommaire

**LEUR SOCIÉTÉ**

Gattaz : une lettre au père Fillon 4

Emplois d'avenir, garantie jeunes : chair fraîche pour les patrons 4

La prétendue lutte contre l'évasion fiscale 4

35 heures : une coquille de plus en plus vide 4

Primaire de la gauche 5

Après l'attentat de Berlin, la démagogie de la droite 5

Hausse du budget militaire 5

Procès Traoré : condamnation inique 9

Hausse des tarifs bancaires 9

Hausse des tarifs des assurances 9

Réfugiés mineurs de Calais 12

**DANS LE MONDE**

Russie : un secteur aérien dégradé comme l'économie 6

Pologne : la droite cléricale veut tout le pouvoir 6

Congo RDC : Kabila s'accroche au pouvoir 7

Les dépenses militaires dans le monde 7

Armateur ou naufrageur ? 7

États-Unis – Israël : un vote de l'ONU tout symbolique 8

États-Unis : Trump aide un patron sous prétexte de sauver l'emploi 8

Trump obligé de composer avec ses employés 8

Maghreb : ces migrants que l'Europe repousse 12

**ENTREPRISES**

AIA : ouvriers en lutte 10

Travail de nuit à Monoprix 10

CAF de Nancy 10

Gare de Nantes 11

Ligne SNCF Colmar-Metzeral 11

**CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD**

Réunions publiques 12

## *Lutte ouvrière* dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

# Chômage : une situation insupportable !

**La publication des chiffres officiels du chômage du mois de novembre a donné lieu à des polémiques indécentes et déplacées pour savoir à quoi serait dû ce que certains ont osé appeler « une embellie sur le terrain de l'emploi ». Mais quelle embellie ?**

Au lieu d'augmenter régulièrement comme depuis bientôt cinq ans, le chiffre officiel des seuls chômeurs de la catégorie A (ceux n'ayant eu aucune activité, formation, stage…) a baissé pour le troisième mois consécutif et ne serait plus, pour la seule France métropolitaine, « que » de 3,447 millions personnes.

Ce chiffre énorme signifie que près d'un salarié sur sept dans le pays est sans aucun emploi. Les chômeurs de longue durée, ceux dont la situation est la plus critique, représentent toujours les deux tiers de la catégorie A, avec 2,421 millions de personnes. Et, de plus, une proportion non négligeable des chômeurs doivent survivre à l'aide des minima sociaux, soit 500 euros par mois, ou même sans aucune ressource.

Le comble est que, au lieu de baisser, le total des inscrits à Pôle emploi, qui inclut ceux qui ont eu une activité ne serait-ce que de quelques heures par semaine, est lui en augmentation, atteignant sur le pays, métropole et DOM-TOM, 5,778 millions de personnes. Enfin, il faudrait y ajouter une part importante des 1,9 million de personnes touchant le RSA, qui ont perdu tout espoir de trouver un emploi et qui ne sont plus inscrites à Pôle emploi, sans parler de ceux qui ont totalement disparu de toute statistique, car ne touchant rien.

Les commentaires autour des chiffres du chômage laissent de côté ce que cette situation veut dire pour l'ensemble de la classe ouvrière. Ce chômage de masse installé, qui dure et s'amplifie, touche de façon directe ou indirecte toutes les familles. Ceux qui ont un emploi fixe subissent le chantage à l'emploi des employeurs et doivent supporter le blocage des salaires, voire leur baisse, et une aggravation insupportable de leurs conditions de travail. Des millions de travailleurs sont dans la précarité permanente, allant de l'intérim au CDD, avec au bout du compte une paye partielle tout au long de l'année. Des millions d'autres doivent survivre avec des emplois à trois quarts, demi ou tiers temps, avec parfois des amplitudes de 12 heures ou plus par jour, dont l'essentiel n'est pas payé. Enfin, la majorité des plus jeunes, et pas seulement eux, sont confrontés à des stages à répétition non payés, passage obligé dit-on vers l'emploi, mais qui sont une aubaine pour les employeurs, qui bénéficient ainsi d'une main-d'œuvre gratuite.

Le chômage et ce qui l'accompagne sont bien le résultat de la guerre de classe que le patronat mène à l'ensemble du monde du travail, pour la préservation et l'augmentation de ses profits. Il ne pourra être contenu et prendre fin que si les travailleurs ripostent à cette agression. Il faut prendre sur les profits présents et accumulés par la bourgeoisie pour imposer un emploi pour tous et un salaire décent. Et, au-delà, il faut remettre en cause la dictature de cette classe parasite sur l'économie et la société.

**Paul Sorel**

# Le bilan d'un quinquennat : « Actionnaires, enrichissez-vous ! »

**Au moment où certains s'interrogent sur la part des mesures dites « en faveur des entreprises » dans la prétendue baisse du chômage, il est bon de rappeler l'importance financière de celles prises par Hollande depuis 2012.**

TRADINGSAT

Très vite après son élection, les milliards ont commencé à tomber dans les caisses du patronat. Dès 2013 commençait à entrer en fonction le CICE, qui faisait bénéficier les entreprises d'un crédit d'impôt équivalant à 4 % de la masse salariale de celles-ci pour tous les salaires inférieurs à 2,5 fois le smic, soit l'immense majorité. Cela a représenté un coût estimé à 11,3 milliards d'euros en 2013. Mais dès 2014 le taux de reversement est passé à 6 % de la masse salariale, ce qui a fait bondir le coût de cette mesure pour les caisses de l'État à 18,1 milliards en 2014, puis à 18,7 milliards en 2015. Il devrait être de 19,2 milliards en 2016, avec un taux de reversement qui passera à 7 % de la masse salariale dès 2017.

Mais Hollande, avec tous ses ministres et conseillers, donc tous les candidats socialistes à la primaire, plus Macron, considérait que c'était encore trop peu. Dès 2014 il a lancé le Pacte de responsabilité, qui s'est appliqué dès 2015. Il y avait à la clé une nouvelle baisse des cotisations sociales de 4,5 milliards d'euros et toute une série de baisses d'impôts. Cela représentait au total 12 milliards de plus que ce qui avait été alloué en 2014 par l'intermédiaire du CICE.

La distribution n'était pas finie, et une nouvelle baisse de cotisations sociales de 3,1 milliards était accordée aux entreprises. Au total, pour 2016, l'ensemble du Pacte de responsabilité et du CICE aura permis aux entreprises de récupérer 33 milliards d'euros.

Hollande a tenu à clore son quinquennat en ajoutant dans la corbeille de 2017 une énième baisse des cotisations sociales et d'impôts pour 5 milliards. Cela portera le total des mesures accordées à 41 milliards d'euros par an pris sur les deniers publics. Et, pour finir en beauté, une mesure a même étonné par sa largesse la presse économique propatronale : l'impôt sur les sociétés est ramené, du taux maximum de 33 % des bénéfices déclarés, à 28 % (sans remettre en cause les taux inférieurs dont bénéficient certaines entreprises). Le coût de cette mesure, qui rentrera pleinement en application d'ici 2020, est estimé à 17 milliards d'euros.

Pour la seule année 2017, le montant des cadeaux accordés aux entreprises par Hollande approchera celui des frais financiers que l'État doit payer pour financer sa dette globale, soit 15 % du budget de l'État. Cela ne vient pas à la place, mais s'ajoute aux milliards dont les entreprises avaient bénéficié de la part des précédents présidents et gouvernements.

On peut mesurer l'escroquerie qu'il y a à oser parler de défense de l'emploi : le montant des cadeaux alloués par Hollande correspondra à ce qu'auraient coûté 1,5 million d'emplois payés 1 500 euros net, toutes cotisations sociales comprises. Les dépenser ainsi aurait annihilé d'un coup les déficits de la Sécurité sociale et des caisses de chômage. Au lieu de cela, dans le même temps, depuis 2012, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 1,3 million. Mais aucun candidat des grands partis qui concourent pour occuper les places au gouvernement de la bourgeoisie ne remettra en cause cette politique de pillage des fonds publics payée par l'immense majorité de la population.

**P. S.**

## Cercle Léon Trotsky

**Soixante ans après les indépendances, l'Afrique sous le joug de l'impérialisme**

**Vendredi 27 janvier 2017 à 20 h 30**

**Docks de Paris Eurosites, avenue des Magasins-Généraux, Bâtiment 282**
**Métro : Front-Populaire (ligne 12)**

*Participation aux frais 3 euros*

# Gattaz : une lettre au père Fillon

**Après la victoire de Fillon à la primaire de la droite, Gattaz avait jugé son programme intéressant et même, sur certains points, enthousiasmant. C'était en effet Noël avant l'heure pour le patronat, dont Gattaz, le président du Medef, se veut le porte-parole.**

Pour être sûr d'être bien entendu, il reprenait le 26 décembre sur le site du *Figaro*, et au nom de la lutte contre le chômage bien sûr, une liste de chantiers en quatre points qu'il souhaite trouver dans les souliers des patrons en mai 2017.

C'est tout d'abord un grand bravo pour le Pacte de responsabilité de Hollande qui aurait, selon Gattaz, fait grimper le taux de marge moyen des entreprises de 28 à 32 %. Mais voilà, celui des patrons allemands culminerait à 41 %. Le compte n'y est donc pas. C'est pourtant simple : il suffit, au-delà des 41 milliards de CICE déjà prévus, de gagner encore 90 milliards pendant les cinq prochaines années, en diminuant d'autant les taxes et cotisations patronales. Où les prendre ? Là aussi, c'est simple : il suffirait de tailler 20 milliards par an dans les dépenses publiques. Et, comme il conviendrait aussi de diminuer l'impôt sur les sociétés, un bon signal serait de commencer, d'entrée de jeu, par augmenter de deux points la TVA dès le lendemain de l'élection. Voilà de quoi diminuer le fameux « coût » du travail et rassurer les entrepreneurs. Ces derniers n'ont en effet plus confiance en la fonction présidentielle, poursuit Gattaz. Prenons l'exemple de la C3S, cette taxe de 0,13 % due par les grandes entreprises sur leur chiffre d'affaires : elle devait être supprimée en 2017, et Hollande a fait marche arrière il y a six mois !

Pour rassurer les entrepreneurs, il faudrait un *« dialogue social simple et direct »*, il y a trop de délégués, trop de formalisme qui *« amène une politisation des rapports sociaux »*, revoir donc les fameux seuils où sont imposés comités d'entreprise et élections de délégués du personnel. Et surtout, *« plafonnons tout ce qui doit l'être, pour éviter que les décisions de justice déstabilisent l'entreprise »*, à commencer par les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif.

D'ailleurs, toujours selon Gattaz, *« en France, tout est trop long et trop complexe »*, il faut donc simplifier vraiment : pour un

nouveau texte de loi adopté, on devrait en supprimer deux vieux, ceux qui protègent un peu les salariés, par exemple. On pourrait aussi adopter les lois à l'essai pendant quelques années. Sur le modèle des CDD renouvelables indéfiniment, des emplois précaires à vie ?

Pour appliquer ce programme propatronal sans fard, Gattaz ne cache pas qu'il compte sur Fillon, s'il *« ne revoit pas ses ambitions à la baisse »*, et il devra agir vite, car *« on tourne autour du pot depuis des années »*. Qu'il ne soit donc pas seulement père Noël, mais aussi père Fouettard !

Gattaz est dans son rôle de héraut bavard des grands patrons, faisant savoir aux laquais politiciens leurs desiderata. Il mérite cent fois qu'une réaction des travailleurs lui fasse ravaler sa trompette et sa morgue.

**Viviane Lafont**

# Emplois d'avenir, garantie jeunes : de la chair fraîche pour les patrons

**Lundi 25 décembre, Hollande et sa ministre du Travail El Khomri se sont félicités de ce qu'ils appellent la baisse du chômage. Ils en ont attribué le mérite à leur politique et, plus particulièrement, aux dispositifs mis en place pour combattre le chômage des jeunes.**

Il y a eu d'abord les emplois d'avenir, dans lesquels l'État paye 75 % du smic pour des jeunes sans qualification embauchés dans le secteur non marchand. Quelques centaines de milliers de jeunes ont ainsi pu trouver quelques mois de petits boulots précaires, mal payés et rarement formateurs. C'est tout sauf un emploi, et tout sauf un avenir.

Il y a eu ensuite les 500 000 formations promises et, paraît-il, réalisées. Elles ont permis de sortir des centaines de milliers de personnes de la catégorie chômeurs, c'était l'objectif recherché. Elles ont aussi permis à nombre de patrons de trouver de la main-d'œuvre gratuite sous prétexte de stages en entreprise. Chacun connaît un jeune travailleur qui, ayant approvisionné trois semaines les rayons d'un supermarché, a eu pour toute récompense la promesse d'être repris… s'il avait droit à un autre stage, non rémunéré, cela va de soi.

Fort de cette expérience si appréciée du côté patronal, le gouvernement a mis au point la garantie jeunes et l'a testée dans quelques départements. Hollande a désormais promis de l'étendre à tout le pays. Les jeunes, chômeurs, en difficulté, à la rue, en rupture scolaire, etc., doivent être volontaires et s'engager. Ils sont alors formés, défrayés à hauteur maximale de 471 euros par mois pour leur formation, leurs transports, leur téléphone. Lorsqu'ils sont suffisamment motivés, on les présente à un patron, et c'est à eux de faire leurs preuves, le temps d'un ou de plusieurs stages gratuits. Personne n'interdit, bien au contraire, aux organisateurs de la garantie jeunes d'être en étroit contact avec le patronat local pour épouser au mieux ses besoins. Tout est permis, rien n'est obligatoire, et surtout pas le salaire et l'embauche.

Le tripatouillage des chiffres du chômage est pratiqué par tous les gouvernements, tout comme le métier de trafiquant de main-d'œuvre gratuite, d'escroc à la promesse d'embauche, d'entremetteur du patronat. La spécialité Hollande-Valls-PS est d'y ajouter un sourire de gauche.

**Paul Galois**

# Évasion fiscale : laissez faire, laissez passer

49 pays, dont la France, ont signé à la veille de Noël un accord dit de lutte contre l'évasion fiscale. Ce qui est visé est l'optimisation fiscale : une pratique à laquelle se livrent tous les grands groupes, qui consiste à jongler entre leurs multiples filiales et les États où elles sont enregistrées, afin de domicilier fiscalement le maximum de leurs revenus dans le ou les pays qui leur offrent un minimum de taxation de leurs bénéfices. D'où un manque à percevoir pour des pays où opèrent ces multinationales.

Censé apporter une parade à cette évasion fiscale organisée à l'échelle mondiale, l'accord prévoit que les signataires échangeront automatiquement des données fiscales sur les grandes entreprises opérant chez eux. Mais cela n'a pas de quoi effrayer ces dernières.

D'abord, bien des États n'ont pas ratifié l'accord, dont le plus riche et le plus puissant, les États-Unis, ainsi que divers paradis fiscaux. Et puis, parmi les signataires, certains ne l'appliqueront sans doute pas. Ensuite, les multinationales ont des armadas d'avocats et d'experts fiscalistes, sans oublier les gouvernants à leur service, pour les aider à contourner de tels obstacles. Quant aux amendes prévues en cas d'infraction, elles sont si faibles qu'elles n'auront aucun effet dissuasif. Et, pour couronner le tout, les informations sur la fraude et ses auteurs resteront secrètes.

Bref, c'est joyeux Noël pour les très gros capitalistes fuyant le fisc, ici et ailleurs !

**Pierre Laffitte**

# 35 heures : une coquille de plus en plus vide

Toutes professions confondues, en 2015 en France, les salariés à temps complet ont travaillé 39,1 heures par semaine. C'est ce qui ressort d'une enquête de la Dares (Direction de l'animation, de la recherche et des études statistiques). Il n'y a là aucune révélation, mais une nouvelle confirmation que la durée légale du travail, même avant la loi travail, est très théorique. Et ce chiffre n'est qu'une moyenne.

Les heures supplémentaires sont depuis longtemps nombreuses dans certains secteurs comme le bâtiment, les transports ou la restauration, mais partout elles se développent sous l'effet de la crise, des licenciements massifs, des salaires insuffisants et du chantage patronal à la fermeture de l'entreprise. Et elles vont de pair avec une détérioration générale des conditions de travail, l'allongement des horaires entraînant des risques plus importants d'accidents du travail.

En cette période électorale, Fillon ou Macron mettent en avant la suppression des 35 heures pour plaire à l'électorat conservateur, tandis que les candidats à la primaire de la gauche, ex-ministres ou non de Hollande, se posent en défenseurs de la durée légale du travail … que la loi El Khomri a achevé de vider de son sens.

**Sylvie Maréchal**

# Primaire de la gauche : la guerre des bouffons

**C'est donc reparti. À peine la primaire de la droite terminée arrive celle de la gauche. Ils seront finalement sept en piste, sélectionnés au travers d'une procédure assez opaque, à avoir été choisis pour un long sprint final, qui ne s'arrêtera que fin janvier.**

Cinq des candidats ont été ministres de Hollande, et parmi eux Valls qui fut, lui, chef du gouvernement. Autant dire qu'il n'y a dans cet éventail aucun perdreau de l'année, ni de jeunes loups. Rien que des chevaux de retour, qu'on a pu voir à l'œuvre pour imposer des mesures toutes dirigées contre le monde du travail.

Autant ils ont tous été zélés dans la mise en place de cette politique, autant il leur faut maintenant – et ils n'ont que peu de temps pour le faire – se démarquer d'un passé récent. Peillon, Montebourg, Hamon ont à ce petit jeu une longueur d'avance, pour avoir été évincés de leur ministère il y a deux, trois ans ou plus. Cela leur a donné le temps, pensent-ils, de s'être fabriqué une virginité politique nouvelle. Valls, lui, ne dispose pas des mêmes délais. En effet, il y a quelques jours encore locataire de Matignon, sa signature figurait au bas des décrets d'applications de la loi travail. Mais, sans vergogne, il fait comme si ce n'était pas lui l'homme du 49-3 à répétition.

Ces politiciens, du haut de leurs ambitions, s'imaginent que les électeurs sont sans mémoire. Quel mépris !

Les voilà donc, désormais en compétition, à la recherche dérisoire de ce qui pourrait les différencier. Montebourg persévère dans ses cocoricos ridicules sur le produire français. Hamon a trouvé comme hochet le revenu universel d'existence et dit sur ses affiches qu'il veut faire battre le cœur de la France. Peillon, lui se proclame candidat de la jeunesse française, rien de moins ! Leur programme, disent-ils, ne sera présenté qu'en janvier.

On a beau savoir que les programmes électoraux, surtout à gauche, n'engagent en rien ceux qui les proposent – souvenons-nous de Hollande ! –, le fait même qu'ils s'affrontent sans savoir sur quoi montre le peu de consistance de leur petit pugilat politicien.

Et il faudrait remettre notre avenir entre les mains de ces gens-là ?

**Jean-Pierre Vial**

# Après l'attentat de Berlin : la démagogie de la droite

**Après l'attentat de Berlin, les démagogues européens de tout poil, nationalité et positionnement politique ont unanimement accusé les migrants et les dirigeants qui, comme Merkel, les laisseraient entrer. Après que l'auteur de l'attentat a été repéré et abattu à Milan, les mêmes s'en sont pris à l'Europe de Schengen, sans contrôle aux frontières entre les États membres.**

Ciotti, député sarkozyste, s'est immédiatement prononcé pour la fermeture des frontières intérieures de l'Europe aux étrangers en attente d'un titre de séjour. Et d'ajouter, pour faire bonne mesure, l'interdiction de circuler pour les demandeurs d'asile dont le dossier est en cours d'examen. Phillipot, du Front national, comme ses homologues britannique et italien, s'est prononcé pour la fin du traité de Schengen et donc pour le rétablissement des frontières intérieures de l'Europe. Solère, porte-parole de Fillon, n'a fait que poser la question, mais de telle façon que la seule réponse possible soit le retour des douaniers, des barrières et des contrôles. Et tous d'exiger et, pour les candidats à l'élection présidentielle, de promettre plus de police, plus de répression, moins de libertés publiques.

Le premier but de ces discours est la concurrence électorale pour gagner les voix réactionnaires. Dans leurs assauts de démagogie, ces gens se montrent d'autant plus durs avec les migrants qu'ils sont à genoux devant les puissants de ce monde, les capitalistes, les banquiers, les marchands de canons responsables et organisateurs de la barbarie. Malheureusement, leurs discours ne sont pas que des postillons tricolores, ils peuvent aussi se concrétiser, encore plus qu'ils l'ont été sous Hollande et Valls.

Les mesures prônées par les Ciotti, Le Pen et autres n'empêcheraient aucun attentat comme celui de Berlin ou de Nice, ni même comme ceux de Paris. Elles rendraient en revanche la vie encore plus difficile pour la majorité de la population. Pour les migrants d'abord, chassés de leurs pays par la guerre et attendus en Europe par les barbelés. Pour les travailleurs étrangers ensuite, pour les migrants européens, pour les descendants d'immigrés, soumis à la chasse au faciès, à l'arbitraire policier, aux contrôles, aux brutalités. Cette politique xénophobe vise explicitement à diviser les travailleurs, à les dresser les uns contre les autres.

La démagogie antimigrants des politiciens, leurs discours xénophobes sont les faux nez de leur haine de classe. Les mesures policières que ces gens-là proposent contre les migrants retomberaient inévitablement sur tous les travailleurs.

**Paul Galois**

# Budget militaire : la grande muette sait se faire entendre

**Une fois n'est pas coutume, le chef d'état-major de l'armée, le général Pierre de Villiers, a publié une tribune dans *Les Échos* du mercredi 21 décembre, pour demander une augmentation plus importante du budget de la Défense.**

Pour pouvoir défendre la paix, explique-t-il, il lui faut plus d'avions, plus de matériel, plus de bombes. Un refrain traditionnel des militaires qui a été repris en chœur par les principaux prétendants à la fonction présidentielle.

L'armée française doit pouvoir *« assurer, dans la durée, la protection de la France et des Français »*, prétend ce galonné. En réalité, si les soldats français sont intervenus au Mali, en Centrafrique et sont présents dans de nombreux pays africains, c'est exclusivement pour protéger les intérêts de Bouygues, Bolloré, Areva et quelques autres groupes capitalistes.

La lutte contre le terrorisme a été mise en avant par Hollande pour justifier les interventions en Afrique et au Moyen-Orient, mais celles-ci n'ont fait qu'aggraver les destructions et le chaos, sans faire reculer l'influence des groupes terroristes, bien au contraire, ni les empêcher de perpétrer des attentats criminels.

Pierre de Villiers reconnaît que le gouvernement Hollande a bien fait les choses pour l'armée, saluant le volontarisme du ministre Le Drian. La loi de programmation militaire 2014-2019 a marqué, explique-t-il, une première étape qui *« met un terme à la tendance baissière des 35 dernières années »*. Ainsi, il est prévu que les crédits destinés à l'équipement de l'armée française augmentent, de 16 milliards d'euros en 2013 à 19,1 milliards en 2019, tandis que les effectifs dépasseront les 271 510 emplois inscrits cette année au budget de la Défense.

Mais, en fin tacticien, ce général sait aussi qu'en cette période de campagne présidentielle il faut savoir revendiquer et faire ainsi en sorte que, quel que soit l'élu en 2017, le budget militaire sorte gagnant des élections. Valls, Fillon et Le Pen lui ont aussitôt répondu qu'ils l'avaient reçu cinq sur cinq.

CHINADAILY

Vœux 2014 à l'armée française.

Quant aux PDG de Dassault, Safran, Thales et tous les autres groupes du secteur de l'armement, ils n'ont rien dit mais ils n'en pensent pas moins : les milliards réclamés par les militaires, ce sont eux qui vont les empocher.

**Jean Sanday**

## Aix-en-Provence : le FN en avant-garde de la droite

Une conseillère municipale FN d'Aix-en-Provence a provoqué même une partie de la droite avec sa déclaration lors des discussions sur les subventions aux associations : *« Ces associations aident des clandestins, donc des délinquants, qui doivent être expulsés »* et les qualifie de *« politiques et racistes »*.

Certains membres de la majorité de droite ont réagi en conseillant d'aller voir sur place le travail que mènent ces associations, avec des actions pour la jeunesse et des cours de français pour les femmes.

Mais cela n'a pas empêché la maire LR de suspendre les subventions de ces associations.

**Correspondant LO**

# Russie : un secteur aérien dégradé comme l'économie

**Le 25 décembre, un avion de ligne russe se rendant en Syrie s'est abîmé en mer, juste après avoir décollé de Sotchi. On ne compte aucun survivant sur les 92 personnes se trouvant à bord. Parmi elles se trouvaient 60 membres de l'ensemble Alexandrov, un des deux groupes se produisant partout dans le monde sous le nom de Chœurs de l'Armée rouge : une institution militaro-musicale dont la renommée est mondiale, les autorités en ayant fait leur ambassadrice grand public depuis Staline.**

Coïncidence, deux ans plus tôt, dans cette ville de Sotchi, ces Chœurs – qui ne sont de l'Armée rouge que pour le public occidental, car en Russie on les présente comme ceux de l'Armée russe – avaient joué lors de l'inauguration des JO d'hiver.

Aussitôt connu l'accident, le président Poutine a nommé une commission d'enquête, dirigée par le Premier ministre Medvedev, et décrété un jour de deuil national.

Ce drame tombe on ne peut plus mal pour le Kremlin. Il voulait organiser un grand spectacle en Syrie, précisément avec ce chœur, pour célébrer la reprise d'Alep par le régime et surtout le rôle joué par l'armée russe. Le tout devait être retransmis par les chaînes de télévision russes, comme précédemment le concert organisé à Palmyre sur fond de ruines antiques… quelques mois avant que Daech ne reprenne la ville, ce dont le Kremlin ne s'est bien sûr pas vanté.

Le régime russe, pour qui les opérations en Syrie sont une vitrine de ce qui serait la puissance retrouvée de la Grande Russie, va répétant qu'il *« ne craint personne »*. C'est avec ces mots que Poutine a commenté la prolongation des sanctions décidées par les États-Unis contre Moscou. Ces derniers jours, il a aussi annoncé un renforcement de son armement nucléaire, afin que la Russie reste une puissance militaire de premier rang.

Même si les bombardements russes à Alep ont été bien réels, les roulements de muscles de Poutine tiennent surtout du bluff. En effet le budget militaire russe est dix fois plus faible que celui des États-Unis et l'État russe n'a guère les moyens des ambitions affichées par Poutine : à la suite de la crise mondiale de 2008 et des sanctions occidentales, ses finances sont notoirement au plus bas.

Il aura fallu qu'un avion tombe en vol pour que les vantardises du régime en prennent un sérieux coup.

Ainsi l'avion du drame, un Tupolev-154, un modèle datant de 35 ans, est d'une sécurité si douteuse qu'il n'est plus autorisé à atterrir dans nombre de pays développés. Il faut rappeler qu'en 2010 un Tu-154 s'était déjà écrasé près de Smolensk, causant la mort de dizaines d'officiels polonais invités par la Russie, dont le président Kaczynski.

Régulièrement, la chronique du transport aérien russe fait état d'accidents, sinon de catastrophes : une bonne partie de la flotte aérienne est obsolète, peu entretenue, mal organisée, le fonctionnement des aéroports laisse à désirer. L'ex-président de Total, Marjorie, en a subi les conséquences en trouvant la mort à bord de son propre appareil sur le principal aéroport du pays. Le secteur aérien de la Russie est à l'image de son industrie et de son économie, dont la majorité des équipements et infrastructures datent d'avant la disparition de l'Union soviétique, il y a 25 ans.

Les autorités ont évacué d'emblée l'hypothèse d'un attentat, qui aurait rappelé le cas, en octobre 2015, du charter russe qui avait explosé au-dessus de l'Égypte, et le laxisme des contrôles aéroportuaires que cela avait mis en lumière. Alors, le comité d'enquête se concentre sur la piste d'une panne technique ou d'une défaillance humaine. Quelle que soit la cause réelle de cette catastrophe, cette dernière hypothèse a la préférence du Kremlin et les enquêteurs cherchent donc activement, comme à chaque fois, des lampistes à incriminer.

**Pierre Laffitte**

# Pologne : la droite cléricale veut tout le pouvoir

**Des milliers de manifestants étaient dans la rue en Pologne, les 16 et 17 décembre, à Varsovie et dans plusieurs grandes villes.**

NURPHOTO

Manifestants devant le Parlement de Varsovie, le 19 décembre.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été une suite d'incidents lors du vote du budget 2017. Celui-ci a eu lieu à huis clos, dans une salle du Parlement inhabituelle, où aucune liste de présence n'a été établie et sans aucun contrôle du vote. Le PiS, parti nationaliste clérical de droite dont est issu le président, et qui est majoritaire au Parlement, multiplie les provocations et a décidé de promulguer une loi limitant la présence de journalistes au Parlement, ce qui a fait encore monter d'un cran les protestations.

Dans la nuit du 16 au 17 décembre, le Parlement a été occupé par l'opposition, ne laissant la Première ministre Beata Szydlo et le président du PiS Kaczynski en sortir qu'à 3 heures du matin. Le 17 décembre, des manifestations en partie spontanées dans certaines villes, et appelées par l'opposition dans d'autres, ont encore eu lieu.

Depuis 2015, le PiS détient le pouvoir et multiplie les mesures et les lois rétrogrades. Il a notamment voulu supprimer toute possibilité de recourir à l'avortement, mais il a été contraint de reculer, suite aux manifestations monstres des femmes.

Mais il y a eu aussi toute une série de mesures destinées à bâillonner les médias, les intellectuels, l'opposition. Les journalistes des radios et télévisions d'État ont tous été licenciés, puis seuls ont été réembauchés ceux qui étaient favorables au gouvernement. Celui-ci a essayé de modeler le Tribunal constitutionnel (l'équivalent du Conseil constitutionnel français) pour le rendre plus malléable, ce qui a donné lieu à une longue procédure juridique toujours en cours entre le gouvernement et l'opposition. Les théâtres, les musées, les centres culturels suspects de non-allégeance au pouvoir ont perdu leurs subventions, ont vu leurs directeurs ou leur personnel licenciés.

L'histoire de la Pologne est aussi revue, en niant l'antisémitisme. Ainsi un historien d'origine polonaise, Jan Gross, décoré de l'ordre du Mérite pour son livre *Les Voisins* sur le pogrome de Jedwabne commis par des Polonais durant la Deuxième Guerre mondiale, est désormais présenté comme un affabulateur et sa décoration remise en question. Le droit de manifester vient d'être restreint, mais une priorité est accordée aux manifestations organisées par l'Église ou le gouvernement.

L'opposition, dirigée par la droite libérale, rejointe ou pas selon les moments par la gauche, manifeste donc contre ces mesures, accusant Kaczynski de dérive autoritaire, le comparant à Poutine, ce qui en Pologne est l'injure suprême. Mais, sans même parler de Poutine, il suffit à Kaczynski et à ses pairs de s'inscrire dans la tradition du Pilsudski des années trente et de bien d'autres dirigeants polonais.

La droite libérale voudrait faire oublier qu'elle a dans un passé récent, juste avant l'arrivée au pouvoir du PiS, voté le passage de la retraite à 67 ans et un certain nombre d'autres mesures appauvrissant la population travailleuse. Lorsque cette opposition libérale, soutenue par le syndicat Solidarnosc, est arrivée au pouvoir en 1989, avec la chute du mur de Berlin, elle a ligoté politiquement la classe ouvrière. Balcerowicz, inspiré par Thatcher, ministre de l'Économie, Kuron, ex-militant d'extrême gauche devenu ministre du Travail, ont mis en place la thérapie de choc, le redéploiement des capitaux occidentaux en Pologne. Ils ont ce faisant envoyé des centaines de milliers de travailleurs au chômage, aux soupes populaires, privatisé les logements sociaux, dépouillé les hôpitaux publics pour faire réapparaître un secteur privé de la médecine, accessible seulement aux riches, etc.

Que ce soit pour défendre ses conditions de vie ou les droits démocratiques, la classe ouvrière polonaise devra s'en souvenir et se méfier non seulement du gouvernement de Kaczynski, mais aussi de cette opposition qui voudrait se refaire une virginité.

**Nelly Meyer**

# Congo-RDC : Kabila s'accroche au pouvoir

**Lundi 19 décembre aurait dû être le dernier jour de Joseph Kabila à la présidence de la République démocratique du Congo, mais depuis longtemps on savait qu'il n'en serait rien. Bafouant la Constitution qu'il avait lui-même édictée, Kabila a décidé de rester au pouvoir et a envoyé son armée réprimer ceux qui s'y opposaient.**

Depuis plusieurs jours, les forces de répression quadrillaient les rues de la capitale, Kinshasa, et des grandes villes. Quelques heures avant la fin de son mandat, Kabila a annoncé la formation d'un nouveau gouvernement, avec comme Premier ministre un transfuge de l'opposition. Cette proclamation confirmait qu'il allait rester au pouvoir au moins jusqu'en 2018, et peut-être bien au-delà. Des jeunes sont aussitôt descendus dans les rues de Kinshasa, érigeant des barricades et affrontant l'armée à coups de pierres. À Lubumbashi, deuxième ville du pays et capitale de la province minière du Katanga, les forces de répression ont ouvert le feu sur les manifestants venant des quartiers pauvres. La répression a fait au moins quarante morts et de nombreux blessés à travers tout le pays.

En septembre déjà, une cinquantaine de manifestants avaient été tués par l'armée et la police alors qu'ils manifestaient pour exiger le départ de Kabila. Les sièges de plusieurs partis d'opposition avaient été incendiés.

Cette crise politique préoccupe les grandes puissances car, depuis toujours, le pays est un eldorado pour leurs trusts. Son sous-sol regorge de minerais que les grandes compagnies exploitent au prix de quelques miettes laissées au clan de Kabila. Joseph Kabila, sa femme, ses deux enfants et huit de ses frères et sœurs contrôlent plus de 120 permis d'extraction d'or, de diamants, de cuivre ou de cobalt. Ils possèdent par ailleurs des participations, souvent majoritaires, dans 70 entreprises de la banque, de l'agriculture, des carburants, de la construction ou de l'hôtellerie. L'immense fortune ainsi accumulée n'est pourtant qu'une goutte d'eau par rapport aux profits que font les trusts mondiaux en récupérant pour un prix dérisoire les matériaux issus de minerais parmi les plus purs du monde, et utilisés à une étape de la production ou à une autre dans presque tous les secteurs.

La population congolaise, elle, n'a jamais profité de ce pactole enfoui sous ses pieds, mais elle a payé au prix fort les conflits qui ont vu s'affronter les États de la région pour son contrôle entre 1996 et 2003, comme elle avait payé sous Mobutu, lui aussi soutenu par les grandes puissances et en particulier la France. Aujourd'hui encore, des bandes armées, séquelles de ces guerres, sillonnent le pays. Le 25 décembre dernier, la région du Nord-Kivu a ainsi été ensanglantée par une série d'attaques de ces milices, et une soixantaine de villageois y ont perdu la vie.

Les grandes puissances voudraient que ce pillage puisse continuer sans heurt, et l'obstination de Kabila les dérange. Elles l'ont longtemps soutenu, malgré la dictature qu'il faisait régner sur la population. Les détournements de fonds dont il se rendait coupable ne gênaient pas leurs dirigeants mais, depuis plusieurs années, ceux-ci préparent la relève pour ravaler la façade avant que l'impopularité croissante de Kabila ne débouche sur une explosion. Des opposants comme Étienne Tshisekedi, qui à 84 ans fait figure d'opposant de toujours à Kabila, mais qui fut ministre de Mobutu, ou Moïse Katumbi, l'ancien gouverneur du Katanga, sont sur les rangs pour continuer la même politique, tout en ne concentrant pas sur eux la même hostilité que Kabila.

C'est ce scénario que tentent de favoriser les grandes puissances, notamment les USA. Elles soutiennent les négociations menées sous l'égide des évêques congolais pour obtenir désormais que Kabila organise des élections avant la fin 2017. Mais les jeunes, les travailleurs congolais qui manifestent au risque de leur vie, veulent bien plus qu'un ravalement de façade : en finir avec la misère et l'oppression.

**Daniel Mescla**

IBTIMES

Manifestation contre Kabila en septembre 2016.

# Dépenses militaires : baromètre de l'état du monde capitaliste

Comme à chaque fin d'année, une revue londonienne faisant autorité, le *Jane's Defense Weekly*, publie le palmarès des dépenses militaires de l'année 2016 pour 105 pays, c'est-à-dire quasiment à l'échelle de la planète.

Au total, 1 570 milliards de dollars ont été destinés aux forces armées pendant l'année. Les États-Unis conservent la première position, et de façon écrasante, avec à eux seuls 40 % des dépenses militaires, soit 622 milliards de dollars en 2016, en légère augmentation.

En seconde position, et loin derrière, vient la Chine, avec 191,7 milliards de dollars en 2016. L'Inde est en passe de devenir le troisième plus grand budget militaire du monde à l'horizon 2018. La Russie, quant à elle, voit ses dépenses militaires baisser à 50,6 milliards de dollars, en raison, dit-on, de la baisse des cours du pétrole. La France se classe en septième position, avec 44,3 milliards de dollars, et la revue annonce qu'elle devrait passer devant la Russie d'ici 2020.

De bien plus petits États consacrent une part croissante de leur budget à s'armer. Ainsi, les pays Baltes affichent la plus forte augmentation des dépenses militaires, passant de 930 millions de dollars à 1,5 milliard en 2016, avec comme perspective d'atteindre 2,1 milliards en 2020.

Derrière ces chiffres, il y a bien sûr les coffres-forts des industriels liés au secteur militaire qui se remplissent, et les morts causés par une partie de cet armement.

**Boris Savin**

# Transport maritime : armateur ou naufrageur ?

Maersk, premier armateur de porte-conteneurs, a racheté Hamburg Süd, le septième, et se trouve désormais à la tête de presque 20 % du trafic mondial. L'armateur a promis que, désormais, il fera déconstruire ses vieux navires sur les chantiers spécialisés, présentant toutes les garanties de sécurité pour les travailleurs et l'environnement, au lieu des bagnes à ouvriers d'Asie. C'est cher mais, si la survie de la planète est à ce prix-là, Maersk n'hésite pas.

Dans cet esprit, l'armateur a fait remorquer deux vieilles coques, de 150 mètres chacune, par un navire également promis à la démolition, depuis le port d'attache au Danemark jusqu'à un chantier en Turquie. Et voilà que dans la nuit du 22 décembre, les deux coques ont coulé à une centaine de kilomètres des côtes bretonnes. Le remorqueur a signalé la chose et continué sa route.

Pas de chance vraiment, alors que Maersk voulait montrer sa bonne volonté écologique. Confus, il a assuré que les coques étaient propres et que leurs soutes n'allaient pas vomir le pétrole, l'acide ou l'amiante. Il a fourni tous les papiers nécessaires pour le prouver aux autorités françaises.

Et de quel droit celles-ci iraient-elles contredire le premier armateur mondial ?

**P. G.**

R.GRARD

Un porte-conteneurs de Maersk.

# USA-Israël : un vote de l'ONU tout symbolique

**Pour la première fois depuis 1979, vendredi 23 décembre, le représentant américain au Conseil de sécurité n'a pas opposé son veto à un texte demandant l'arrêt de la colonisation de la Cisjordanie par Israël.**

Comme Israël n'a jamais respecté aucune résolution de l'ONU, ce geste reste purement symbolique. Le gouvernement israélien a d'ailleurs tout de suite montré le peu de cas qu'il faisait de cette prise de position de l'ONU. Faisant quelque peu monter la sauce pour des raisons politiciennes, tant intérieures que vis-à-vis des États-Unis, il a annoncé qu'il suspendait ses cotisations à divers organismes internationaux, qu'il convoquait les ambassadeurs des pays ayant voté la résolution et qu'il interrompait provisoirement ses relations avec ces pays.

La France, qui d'une part a voté la résolution et d'autre part a convoqué pour le 15 janvier une de ces conférences inutiles dont elle a le secret, la énième du genre sur la paix au Moyen-Orient, a fait l'objet de déclarations spéciales du ministre de la Défense, l'ultranationaliste Lieberman. Ce dernier a qualifié la conférence internationale de seconde affaire Dreyfus, avec cette fois-ci tous les Juifs au banc des accusés. Et il a appelé les Juifs de France à émigrer en Israël s'ils voulaient demeurer juifs. Cela donne une idée du torrent de stupidités nationalistes, criminelles et dangereuses déversé tous les jours en Israël par son gouvernement.

Obama, au début de son mandat, avait promis que la politique américaine au Proche-Orient changerait. Le moins qu'on puisse dire est qu'il a attendu le dernier moment pour faire un geste dont il sait qu'il n'aura aucune portée. Obama a sans doute voulu punir Nétanyahou, le Premier ministre israélien, pour avoir apporté ouvertement son soutien à Trump. Il a aussi manifesté son mécontentement à l'égard d'un allié qui n'a accepté aucune concession dans la politique de colonisation de la Cisjordanie et plus généralement vis-à-vis des Palestiniens. Les États-Unis ont d'autres alliés dans la région, parmi les États arabes, et ils doivent aussi montrer qu'ils les écoutent un peu. Et puis, à défaut d'avoir fait quelque chose de concret durant ses huit années de mandat, Obama laissera au moins l'impression que la présidence démocrate peut être un tout petit peu moins pro-israélienne que ne le sera celle de Trump.

Reste que cette mise en scène diplomatique ne s'est accompagnée d'aucune mesure concrète, d'aucune menace de sanction. Washington n'a pas davantage menacé de remettre en cause l'accord signé en septembre dernier, qui prévoit d'accorder à Israël une aide militaire record de 38 milliards de dollars pour les dix prochaines années. Les dirigeants israéliens sont aussi avertis que, au-delà de ce vote symbolique, ils peuvent continuer à coloniser sans vergogne la Palestine, sans craindre de perdre le soutien de l'impérialisme américain, qui ne lui a jamais fait défaut.

**Vincent Gelas**

# États-Unis : Trump aide un patron sous prétexte de sauver l'emploi

***Nous publions la traduction d'un article paru dans le journal trotskyste américain* The Spark.**

Donald Trump s'est vanté d'avoir remporté une victoire en convainquant Carrier (producteur d'appareils de chauffage et d'air conditionné et filiale d'un groupe géant qui emploie plus de 200 000 personnes) de garder 800 emplois dans son usine de l'Indiana, sur les 2 000 qu'il s'apprêtait à supprimer en basculant sa production au Mexique. Trump a pris une posture de dur vis-à-vis de cette multinationale en déclarant : *« Les grandes entreprises doivent comprendre que nous devons prendre également soin de nos travailleurs. »* Mais c'est un gros mensonge.

Trump met ses pas dans ceux d'Obama. Il a sauvé ces emplois chez Carrier, comme Obama avait sauvé ceux de l'industrie automobile : en donnant aux grandes entreprises l'argent des contribuables et en forçant les travailleurs à accepter des reculs.

L'accord donne à Carrier sept millions de dollars d'aide publique, en plus des dix millions dont il bénéficiait déjà. C'est l'argent des impôts des travailleurs, qui ne servira pas aux écoles, aux services publics ou à la réfection des routes, mais ira dans la poche d'une entreprise géante et très bénéficiaire.

Et qui sait ce que seront ces 800 emplois sauvegardés ? Une travailleuse, depuis vingt-quatre ans chez Carrier, disait : *« On ne sait pas encore quelles concessions le patron exigera pour qu'on garde notre emploi. Ça ne sent pas bon. »*

Trump c'est cela : un enfumeur, qui se préoccupe des intérêts des entreprises, au détriment de ceux des travailleurs.

***The Spark***

# 2,5 dollars par année passée en prison

Aux États-Unis, Lawrence McKinney, un Noir condamné à la prison à vie en 1977 pour un viol qu'il n'avait pas commis et libéré en 2008 après avoir été innocenté par des tests ADN, s'est vu accorder une indemnité de 75 dollars par l'État du Tennessee.

C'est révoltant mais, s'il avait été condamné dans l'un des vingt et un États américains qui n'accordent aucune indemnité à un innocent, il n'aurait même pas touché un dollar.

McKinney, qui a engagé une procédure contre l'État du Tennessee, finira peut-être par obtenir une meilleure indemnisation. Cela n'empêchera pas des juges racistes de continuer à envoyer dans le couloir de la mort ou à enterrer en prison des centaines de milliers de jeunes Noirs, ceux du moins qu'un policier n'a pas sommairement abattus au coin d'une rue.

**V. G.**

# Trump obligé de composer avec ses employés

REUTERS

**Les employés de la Trump Tower de Las Vegas détournent un slogan électoral pour demander une nouvelle négociation.**

Dans trois semaines, Donald Trump sera à la Maison-Blanche et il est bien obligé de mettre ses affaires en règle, de telle sorte qu'il n'y ait pas conflit d'intérêts entre sa fonction de président du pays et ses sociétés, nombreuses car l'empire Trump s'étend aux quatre coins de la Terre.

Il vient tout juste de régler une première source de conflit en retirant une plainte qu'il avait déposée quelques jours avant son élection contre une décision du National labor relations board (NLRB), cet organisme fédéral qui arbitre les conflits du travail, et qui sera sous sa tutelle le mois prochain. L'organisme en question avait en effet donné ordre à Trump de reconnaître le syndicat des centaines d'employés du Trump Hotel International de Las Vegas, avalisé par leur vote fin 2015. Depuis un an, Trump refusait de se plier à la loi et de reconnaître le vote de ses employés, qui s'étaient mobilisés, organisaient des manifestations de protestation et appelaient au boycott des affaires de Trump.

Trump vient donc d'abandonner sa prétention à bafouer ouvertement la loi et a accepté de se plier aux injonctions du NLRB, en invitant les représentants syndicaux à la table des négociations. En trois jours le nouveau contrat était bouclé, accordant aux employés des augmentations de salaire annuelles, une pension de retraite, une assurance médicale et autres avantages sociaux, pratiquement tout ce que Trump avait refusé jusque-là !

Parallèlement, Trump renonce à disputer aux employés de son hôtel de Washington leur droit d'avoir un syndicat.

Il est certes difficile pour le président de jouer trop ouvertement les purs patrons voyous, mais il est réconfortant de voir que les travailleurs, mobilisés pour leurs droits, l'ont amené à en rabattre sur ses prétentions antiouvrières.

**Dominique Chablis**

# Procès Traoré : une condamnation inique

**Mercredi 14 décembre, les deux frères d'Adama Traoré ont été condamnés à des peines de plusieurs mois de prison ferme par le tribunal correctionnel de Pontoise, pour de prétendus violences et outrages envers des policiers. Peines accompagnées pour l'un des frères d'une interdiction de séjour pendant deux ans à Beaumont, où vit sa famille, et du paiement de 7 390 euros de dommages et intérêts aux policiers.**

Les faits pour lesquels ils étaient jugés remontaient au 17 novembre. Ce soir-là, des heurts avaient éclaté quand une cinquantaine de soutiens de la famille Traoré avaient voulu assister au conseil municipal de Beaumont, où la maire (UDI) s'apprêtait à faire voter la prise en charge de ses frais de justice contre Assa Traoré, la grande sœur d'Adama. Les manifestants, dont des mères avec des poussettes, avaient été dispersés à coups de gaz lacrymogène. Une policière municipale a prétendu avoir reçu un coup au visage. Les deux frères ont été arrêtés, cinq jours plus tard, après une enquête bâclée.

Le verdict est tombé, après huit heures d'un procès au cours duquel aucune preuve de leur culpabilité n'a été apportée par les huit gendarmes et policiers qui s'étaient constitués partie civile. Il est d'autant plus révoltant que les deux jeunes, ainsi que le reste de la famille Traoré, doivent se battre depuis plusieurs mois pour faire la lumière sur les circonstances du décès de leur frère le 19 juillet 2016, après son interpellation musclée par les gendarmes de Persan, dans le Val-d'Oise. Loin de les soutenir, la justice les a donc condamnés.

La famille d'Adama n'entend pas se laisser intimider. Bagui Traoré, le plus lourdement condamné des deux frères, a décidé de faire appel du jugement. Le 21 décembre, suite au dépaysement de l'enquête obtenu en septembre par la famille Traoré, trois juges d'instruction de Paris ont été désignés pour reprendre les investigations. La lutte pour connaître la vérité sur la mort d'Adama continue.

**Julie Lemée**

JDD

# Hausse des tarifs bancaires : ras le bol de banquer !

Le 1er janvier 2017, les frais de tenue des comptes bancaires vont augmenter en moyenne de 13 %. C'est d'autant plus scandaleux qu'ils ont déjà fortement progressé ces dernières années et qu'ils représentent déjà entre 15 et 20 euros par an.

C'est un véritable racket, dans la mesure où avoir un compte courant n'est pas un choix, mais une obligation pour percevoir son salaire, sa pension ou une allocation. De plus, les banques ne versent aucun intérêt pour l'argent déposé sur ces comptes, alors qu'elles en tirent profit.

Pour tenter de justifier cette hausse, les dirigeants des banques prétextent des difficultés financières résultant de la faiblesse des taux d'intérêt. Mais ils oublient juste de dire que les banques prêtent aux particuliers de l'argent qu'elles ont elles-mêmes emprunté à 0 % à la Banque centrale européenne. Leurs profits ont augmenté entre 3 et 6 % l'an dernier et, rien qu'au premier semestre 2016, la BNP a engrangé plus de 4 milliards d'euros de profits et la Société générale presque 2,5 milliards.

Il est difficile de faire jouer la concurrence entre banques. D'après l'Association française des usagers des banques (AFUB), 15 millions de personnes ne peuvent pas changer de banque, entre autres celles qui ont un crédit immobilier avec des clauses de domiciliation. Et puis, presque tous les établissements bancaires se mettent à facturer des frais. Quant aux banques en ligne, elles ne sont pas accessibles aux plus pauvres car elles exigent un minimum de revenus pour pouvoir ouvrir un compte. Et une partie d'entre elles commencent déjà à faire payer des frais de gestion.

Des entreprises qui s'entendent pour garantir leurs profits, c'est cela la libre concurrence du capitalisme !

**Arnaud Louvet**

# Assurances : en janvier, c'est la tonte des assurés

Les tarifs des assurances augmentent au 1er janvier, de 2,5 % en moyenne pour le logement et de 1,5 % pour l'automobile, soit bien au-delà de l'inflation officielle.

À en croire les assureurs, la hausse du tarif habitation serait due à des événements climatiques exceptionnels tels que les tempêtes, la grêle ou la neige, qui leur occasionneraient des frais supplémentaires. En ce qui concerne l'assurance automobile, là, ce serait de la faute des mauvais conducteurs, qui ont des accidents avec des voitures de plus en plus coûteuses à réparer, mais aussi des bons conducteurs qui bénéficient d'un bonus !

Quelle que soit la cause, tout est donc bon aux compagnies d'assurances pour augmenter leurs tarifs. Elles assument ce choix en disant qu'il leur faut prévoir l'avenir et posséder un matelas leur permettant de faire face à des dépenses extraordinaires. Mais cette image de petites fourmis prévoyantes qu'elles cherchent à se donner ne tient pas longtemps face aux milliards de bénéfices qu'elles font chaque année.

**Marianne Lamiral**

# Fil rouge

### Le pape n'en manque pas une

Lors de la messe de Noël, le pape François a appelé les fidèles de l'Église à avoir une pensée pour les enfants *« qui, aujourd'hui,* [gisent] *dans un refuge souterrain pour échapper aux bombardements, sur les trottoirs d'une grande ville, au fond d'une embarcation surchargée de migrants »*. Mais il y a ajouté un couplet contre le droit des femmes à l'avortement : *« Laissons-nous interpeller par les enfants qu'on ne laisse pas naître. »*

Un peu de miséricorde, beaucoup d'obscurantisme, c'est depuis des siècles le cocktail vendu par l'Église !

### Il neige de la farine

Premier ministre, Valls a fait passer des lois en force avec le système du 49-3, malgré l'opposition d'une majorité de la population, voire de sa propre majorité. Candidat à la primaire du PS, il dit maintenant vouloir supprimer le 49-3 comme antidémocratique.

C'est gonflé, mais ce peut être risqué, comme il l'a constaté. À Strasbourg, il a reçu sur la tête un sac de farine d'un passant lui reprochant son culot sur le 49-3. Il ne l'a pas volé.

Reste que, s'il fallait enfariner tous ceux qui roulent les travailleurs dans la farine avec leur politique, le blé pourrait vite venir à manquer.

### Peugeot : le bon air de la Suisse

Dans le classement du journal suisse *Bilan* des 300 plus grosses fortunes du pays, la famille Peugeot est la quatrième fortune française, avec un pactole estimé entre 3 et 4 milliards de francs suisses. En hausse de 200 millions en un an !

Si les salaires sont bloqués, pour les Peugeot, ça roule !

### Démasqué, c'était Louis Schweitzer !

Ex-PDG de Renault, commissaire général à l'investissement, il est venu à Lille discuter des cadeaux de l'État aux entreprises de la région, ou plutôt, dans le langage châtié, des PIA, des projets d'investissements d'avenir.

À cette occasion, il a été rappelé que depuis 2009, à travers ces PIA, 57 milliards d'euros ont été versés aux entreprises, directement ou indirectement, sous forme de crédits de recherche publique pour pallier la très grande faiblesse de l'investissement privé.

Père Noël… des entreprises avec l'argent de la population : c'est un métier toute l'année pour les hauts fonctionnaires de l'État.

# AIA – Clermont-Ferrand : les ouvriers d'État en lutte

**Depuis plusieurs semaines, les ouvriers d'État de l'AIA (atelier industriel de l'aéronautique) sont mobilisés à l'appel des syndicats CGT et FO, contre la remise en cause du statut d'ouvrier d'État et la suspension des décrets salariaux depuis plus de six ans. Ces décrets avaient été arrachés par la lutte en 1951 et 1967. Ils stipulent que ces salaires ouvriers sont alignés sur ceux de la métallurgie parisienne, avec la même augmentation trimestrielle.**

L'AIA, qui appartient à l'État, est chargé de la maintenance et de la réparation des avions de l'armée de l'air. Dans l'usine de Clermont-Ferrand, 1 300 personnes et plusieurs statuts se côtoient : sous-traitants, ouvriers d'État, fonctionnaires, contractuels, techniciens et ingénieurs, ainsi que des militaires. Les ouvriers d'État sont environ 800.

Les décrets salariaux avaient déjà été mis à mal à l'époque du plan Barre de 1978, ce qui avait entraîné un mois de grève. Le gouvernement avait finalement reculé. En 1982, le blocage des salaires par le gouvernement socialiste n'avait entraîné aucune réaction syndicale, solidarité avec le gouvernement de gauche oblige. L'année d'après, les décrets étaient de nouveau appliqués, mais les salaires avaient pris un retard de quelque 12 %. En 2010, sous Sarkozy, les décrets étaient de nouveau suspendus, et l'arrivée de Hollande n'y a rien changé.

L'intention du ministère de la Défense de réformer le statut, supprimant entre autres les décrets salariaux, a conduit à cette mobilisation. Le ministre voudrait bien aligner les salaires sur ceux de la fonction publique, eux aussi bloqués depuis six ans. Il prétend que le changement de statut (appelé modernisation) serait bénéfique pour le personnel, mais les travailleurs ne sont pas dupes.

Une première journée de grève a eu lieu le 29 novembre et, depuis, de nombreux rassemblements ont été organisés, avec passage dans les ateliers pour attirer du monde. Plus de la moitié des travailleurs étaient en grève le 9 décembre, lors de la deuxième journée, à laquelle l'UNSA s'était jointe. Le 13 décembre, pour la visite du directeur du Service industriel aéronautique (SIAé), plus de 300 ouvriers se sont rassemblés devant la direction.

WEBSITES

Entre les salaires bloqués depuis plus de six ans et la perspective de voir la situation perdurer et s'aggraver, les ouvriers réagissent massivement. Les actions se multiplient et commencent à gagner les autres établissements du SIAé.

**Correspondant LO**

# Aux ateliers de Floirac

Aux Ateliers de l'industrie aéronautique (AIA) de Floirac, près de Bordeaux, de nombreux débrayages ont eu lieu, accompagnés de défilés dans les ateliers, pour finir par des rassemblements devant la direction. Beaucoup de jeunes, la plupart non syndiqués, participent à ces mouvements. Les décisions sont prises collectivement lors des rassemblements.

Le 12 décembre par exemple, 180 travailleurs ont interpellé le directeur dans le hall de la direction jusqu'à 23 h. Celui-ci n'était pas rassuré, d'autant plus que certains ouvriers avaient apporté des sacs de couchage. Jeudi 15, 200 travailleurs ont manifesté entre 11 h 30 et 13 h à la mairie de Floirac.

De même, à la DCNS de Brest, 600 travailleurs ont manifesté le 8 décembre contre la réforme des statuts et pour des augmentations de salaire.

**Correspondant LO**

# Monoprix : le travail de nuit… nuit

**Chez Monoprix, enseigne de centre-ville avec plus de 700 magasins, appartenant au groupe Casino, la direction est passée à l'offensive contre les travailleurs en instaurant le principe du travail de nuit, dans un accord validé par les représentants de deux syndicats, la CFDT et la CGC.**

Ainsi, dès janvier, une centaine de magasins verront leur horaire de fermeture repoussé de 21 h à 22 h. Il y a un peu plus d'un an, une première tentative avait eu lieu. La CGT avait attaqué devant les tribunaux, qui avaient annulé la décision. Mais le nouveau PDG, arrivé fin août 2016 de chez Darty, a pris appui sur la loi El Khomri pour repartir à l'attaque. Cette loi valide tout accord d'entreprise signé par un ou plusieurs syndicats ayant obtenu au moins 50 % des voix aux élections professionnelles. C'est le cas des deux syndicats signataires qui ont apporté leur caution au patron.

En plus du travail jusqu'à 22 h, l'accord prévoit que les horaires de travail de nuit pourront être prolongés jusqu'à 5 h du matin. Quelles catégories professionnelles sont plus particulièrement visées par de tels horaires ? Cela concerne-t-il la livraison des marchandises, la logistique en réserve ou la mise en rayon, voire la vente ? Cela n'a pas pour le moment été rendu public. La CFDT déclare de son côté que le travail de nuit sera *« une plage horaire exceptionnelle et qui ne sera que ponctuelle »*. Mais c'est le patron qui décidera où, quand et à quel rythme le travail de nuit sera instauré.

G. RIVOIRE

Cet accord au niveau de l'ensemble de l'enseigne Monoprix est une première dans le secteur de la grande distribution. Mais ce n'est pas parce que des responsables syndicaux se couchent devant la volonté patronale que les travailleurs sont tenus de se lever la nuit pour engraisser les capitalistes.

**Correspondant LO**

# CAF de Nancy : solidaires face à l'arbitraire

Le 13 décembre, une employée du service contentieux de la CAF de Nancy a reçu une convocation à un entretien disciplinaire préalable à sanction. Il lui est reproché d'avoir réclamé avec un peu trop de virulence au service des ressources humaines l'actualisation de son compteur horaire.

Cette employée, discrète et sans histoire, travaillant depuis quinze ans à la CAF, s'est effondrée, déstabilisée. Dès le lendemain, l'ensemble des collègues de son service, cadre compris, accompagnés de représentants du personnel CGT, CFDT et FO, ont réclamé l'annulation immédiate de cette procédure disproportionnée. Mais les réponses de la directrice ont encore exaspéré la quinzaine de salariés mobilisés, celle-ci affirmant qu'elle voulait *« faire un exemple »* et précisant : *« Si ce n'était pas elle, ce serait quelqu'un d'autre. »*

La direction espère sans doute reprendre ainsi la main, face à une contestation de plus en plus ouverte de ses décisions, dans un contexte de surcharge de travail et de blocage des salaires insupportable. Mais, loin de calmer les esprits, les propos de la directrice ont plutôt mis le feu aux poudres.

Le 22 décembre, à l'heure où l'employée était entendue par la directrice pour répondre de ces accusations, plus d'une centaine de salariés étaient mobilisés en assemblée générale sous les fenêtres de la direction, soit 45 % de grévistes.

Face à une direction qui promet d'utiliser plus souvent l'arme des procédures disciplinaires, une grande partie des employés ont ainsi tenu à exprimer leur solidarité et leur colère face à l'arbitraire… et se sont promis de le faire chaque fois que nécessaire !

**Correspondant LO**

# La Roche-sur-Yon : cadeau de Noël

L'entreprise italienne Lattonedil, spécialisée dans la production de panneaux isolants pour toiture et bardage, va ouvrir une usine à La Roche-sur-Yon au premier trimestre 2018. Cela devrait se traduire par la création de 34 emplois.

L'État, la région et l'agglomération lui ont attribué 800 000 euros de subvention, soit 1 960 euros par mois et par salarié pendant un an !

Un des dirigeants de l'entreprise salue *« l'accueil et la forte réactivité des acteurs locaux. Cela nous rend sereins pour l'avenir. »* On le serait à moins, avec une subvention qui couvre quasiment la totalité des salaires (y compris les cotisations sociales) des 34 emplois envisagés.

**C.N.**

# Gare de Nantes : les cheminots ne se laissent pas faire

**À la SNCF Nantes, en parallèle au mouvement de grève des conducteurs de trains, les cheminots de la gare s'y sont mis.**

Pour commencer, ceux qui travaillent au téléphone et s'occupent des remboursements des voyageurs ayant subi des retards se sont mis en grève, à l'appel de la CGT et SUD, vendredi 16 décembre. Pratiquement tout le plateau était en grève ce jour-là. Il faut dire que, depuis que ce service a déménagé au mois d'octobre, les bugs informatiques sont devenus quotidiens.

De plus, la direction supprime tous les ans des postes par dizaines et annonce encore des suppressions pour 2017. Dans le même temps, elle fait appel à des travailleurs en CDD ou en intérim, systématisant ainsi l'utilisation des emplois précaires, devenus de fait indispensables pour que le service fonctionne.

Pour faire face à cette situation, ceux qui se sont réunis en assemblée générale vendredi 23 décembre ont tenu à formuler leurs revendications ainsi : *« Remplacement des départs en retraite par des embauches et arrêt des suppressions de postes. »*

À l'Escale, en gare, les cheminots subissent aussi de plein fouet la politique de la direction qui précarise l'emploi. Des jeunes enchaînent CDD sur CDD, pour des durées qui varient d'une journée à plusieurs mois. Il est d'ailleurs notable que, dans ce service, les dernières embauches ont souvent été obtenues grâce à des mouvement de grève. Mais, cette fois, ce qui a mis le feu aux poudres est le refus de la direction d'accorder une mutation à un agent arrivé de Paris sur Nantes depuis dix mois. Alors que ce dernier est très apprécié par ses collègues de travail, la direction lui a signifié brutalement qu'il ne faisait pas l'affaire et qu'à partir de janvier c'était retour à Paris.

Spontanément, certains, ayant appris le sort réservé par la direction à cet agent, sont allés réclamer des explications à la direction. Deux jours après, une quinzaine de cheminots remettaient au DRH une pétition signée par plus de la moitié du service, réclamant son maintien à Nantes. La direction refusant de les entendre, une action de grève a été décidée la veille du week-end de Noël, à l'appel de la CGT et de FO. Très suivie, elle a remonté le moral de tous ceux qui doutaient de la solidarité entre agents, contre une direction qui prend les travailleurs pour de vulgaires kleenex, qu'elle utilise et qu'elle jette en fonction de ses besoins. Reste maintenant à obtenir satisfaction.

Cette année 2017 se profile avec un bon moral. Nombre de cheminots ne sont pas prêts à accepter les mauvais coups de la direction. Les conducteurs de trains ont d'ailleurs voté la reconduction de la grève les week-ends jusqu'au 2 janvier, pour répondre aux attaques contre leurs congés.

**Correspondant LO**

# Ligne SNCF Colmar-Metzeral : des problèmes techniques… aux causes politiques

Vendredi 16 décembre à 18 h, devant la gare de Munster, dans le Haut-Rhin, une trentaine de personnes se sont rassemblées à l'appel de la CGT cheminots de Colmar et environs, pour dénoncer les problèmes techniques réguliers sur la ligne Colmar-Metzeral et le remplacement des trains par des autocars.

De nombreux problèmes techniques, incidents, défaillance de matériel, etc., rendent la vie des usagers de la ligne Colmar-Metzeral de plus en plus difficile. Ces problèmes techniques ont pour cause la politique de la direction de la SNCF, et derrière elle de l'État et de la région, de faire économies sur économies pour être rentable. Et on voit où mène cette politique : dans la vallée de Munster, deux trains sur trois ont été remplacés par des autocars du 2 au 9 décembre. Et du 12 au 23 décembre, c'est encore le cas d'un train sur trois. Or l'autocar est plus polluant et plus dangereux que le train, surtout l'hiver.

Les comités de ligne Colmar-Metzeral ont été remplacés par des conseils restreints, et la ligne regroupée dans le secteur de Mulhouse-Nord, ce qui fait qu'avec l'éloignement les usagers, qui venaient nombreux à ces réunions, ne peuvent plus exprimer leurs critiques.

Des élus locaux étaient présents à la manifestation du 16 décembre. Mais derrière la défense de la ligne Colmar-Metzgeral, ce qu'il faudra combattre, c'est la course à la rentabilité menée par la SNCF au détriment de ses salariés et des usagers.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal décembre 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin.
Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 – Télécopie : 01 48 10 86 26

## Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante : **Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

*L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versée par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.*

## Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à ☐ Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris

à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | *Lutte ouvrière* | | *Lutte de classe* |
|---|---|---|---|
| Destination | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 20 € | 40 € | 15 € |
| Outre-mer avion | 28 € | 56 € | 17 € |
| Europe | 38 € | 76 € | 20 € |
| Reste du monde | 46 € | 91 € | 24 € |
| *Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.* | | | |

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

**Vidéos**

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Pour les malvoyants**

www.lutte-ouvriere-audio.org

# Calais : rien n'est réglé pour les réfugiés mineurs

**Après quatre jours de grève de la faim, dix-neuf réfugiés afghans mineurs issus du camp de Calais et installés dans le centre d'accueil et d'orientation de Réalville, dans le Tarn-et-Garonne, ont suspendu leur mouvement. Ils ont obtenu que leurs dossiers de demande d'entrée en Grande-Bretagne, rejetés une première fois, soient transmis aux autorités britanniques pour un nouvel examen.**

Cet exemple parmi d'autres montre que, contrairement aux promesses du gouvernement français, la situation de nombreux mineurs du camp de Calais est loin d'être réglée.

Sur les 1941 réfugiés mineurs qui se trouvaient à Calais, et qui ont été emmenés en centre d'accueil et d'orientation lors du démantèlement du camp il y a deux mois, seuls 458 ont pu pour le moment rejoindre légalement le Royaume-Uni.

Pour justifier ces refus, le ministère de l'Intérieur britannique prétend que certains jeunes ne seraient pas mineurs, ce qui ne peut être prouvé, ou encore qu'ils ne seraient pas en danger. Cela ne manque pas de cynisme car, quel que soit leur âge, si ces femmes et ces hommes ont quitté leur pays, c'est bien parce que leur vie y était impossible.

La situation en Afghanistan est celle d'un pays livré à la guerre civile, après quinze ans d'intervention militaire sous la houlette des États-Unis. Des millions d'Afghans ont fui leur pays et ils rencontrent de plus en plus d'obstacles sur la route de l'exil. La Macédoine leur ferme désormais complètement ses frontières. L'Union européenne a signé un accord avec la Turquie afin qu'elle ne les laisse pas gagner l'Europe. Et en octobre 2016 l'Union européenne a signé un accord avec les autorités afghanes pour renvoyer 80 000 réfugiés afghans dans leur pays, qu'ils soient volontaires ou non.

Ainsi, les populations payent doublement pour la politique impérialiste des pays occidentaux : par la dévastation de leur pays, et comme réfugiés refoulés de toute part.

**Gaëlle Régent**

S. COMPAN

Les grévistes de la faim de Réalville.

# Pays du Maghreb : ces migrants que l'Europe repousse

**Les migrants qui fuient les guerres et la misère n'arrivent dans les pays de l'Union européenne qu'à la fin de leur errance. Auparavant, ceux qui viennent du Moyen-Orient passent par la Turquie ou l'Égypte. Quant à ceux qui viennent du Niger, du Mali, de Côte d'Ivoire, etc., ils passent d'abord par les pays du Maghreb.**

Les événements récents d'Algérie et de Ceuta illustrent les difficultés que les migrants rencontrent. Début décembre, la police a raflé dans des quartiers d'Alger 1 500 Africains sans papiers, dont des enfants et des femmes enceintes. Elle les a transportés dans des camps autour de Tamanrasset, en plein désert. Une partie ont été expulsés vers le Niger, les autres relâchés sur place.

Pour justifier cette rafle, le gouvernement algérien a invoqué des bagarres. Pourtant il tolère généralement les migrants, qui seraient plus de 100 000 dans le pays. Ils ont en principe accès à l'école et à la santé. Maliens et Nigériens n'ont pas besoin de visa, même si la durée de leur séjour est limitée. Le sud du Sahara est traditionnellement un espace ouvert où les Touareg ne sont pas seuls à circuler librement. Et tous ces jeunes hommes sont bien utiles sur les chantiers ouverts pour le développement du Sud algérien.

Le gouvernement algérien a refusé d'être le gendarme de l'Europe et d'installer sur son territoire des camps de tri des migrants. Mais, depuis que Kadhafi leur a fait la chasse en 1996, et plus encore depuis la guerre civile en Libye, leur nombre augmente. En même temps, les réseaux de passeurs vers la Tunisie et le Maroc se multiplient, car nombre de migrants veulent passer en Europe par la Tunisie, proche des côtes italiennes, ou par le Maroc qui n'est qu'à quelques kilomètres de Gibraltar et de l'Espagne et comporte deux enclaves espagnoles, et donc européennes : Ceuta et Melilla.

Le 9 décembre, 400 migrants venant d'Afrique noire ont forcé le double barrage barbelé de 6 mètres de haut qui, sur 8 kilomètres, coupe Ceuta du Maroc, espérant rejoindre le centre de séjour temporaire pour étrangers et pouvoir demander l'asile dans l'UE. Mais la police espagnole leur donne la chasse et, comme le dénonce Amnesty International, elle n'hésite pas à recourir contre eux à des violences et des expulsions illégales.

Le Maroc envoie de la nourriture et des tentes aux migrants expulsés vers le Niger et a lancé un deuxième plan de régularisation, même si cela n'exclut pas la répression et les attaques racistes. Quant à la Tunisie, elle reçoit, en plus des Africains subsahariens, un grand nombre de Libyens qui fuient le chaos et la terreur des milices rivales.

En fait, les dirigeants européens voudraient bien que les pays du Maghreb se chargent de stopper le flux des migrants que l'UE ne veut pas accueillir, quelles que soient les difficultés que cela comporte pour des pays qui sont loin d'avoir les mêmes moyens. Et de fait, même s'il existe des épisodes de racisme ou de violences policières, des dizaines de milliers de migrants vivent et travaillent en paix dans ces pays, dont les gouvernements se montrent globalement plus accueillants que la France ou d'autres pays européens.

De quoi faire honte aux dirigeants de la riche Europe… s'ils étaient accessibles à un tel sentiment.

**Vincent Gelas**

# La campagne de Nathalie Arthaud

## Réunions publiques

### BESANÇON

**Samedi 14 janvier -** à 16 heures

***Salle de la Malcombe*** - avenue François-Mitterrand

### ANNONAY

**Mercredi 18 janvier -** à 18 h 30

***Salle Jean-Jaurès*** - 34, avenue de l'Europe

### VALENCE

**Jeudi 19 janvier -** à 19 heures

***Parc des expositions – salle Espace***
16, avenue Georges-Clemenceau

### LA ROCHELLE

**Mardi 24 janvier -** à 20 heures

***Salle Amos-Barbot*** - 37, rue du Collège

### MULHOUSE

**Samedi 28 janvier -** à 16 h 30

***Société industrielle de Mulhouse*** - 10, rue de la Bourse

**Pour suivre le blog de Nathalie Arthaud :**
**www. nathalie-arthaud.info**
**Le site de Lutte ouvrière :**
**www.lutte-ouvriere.org**


## Lisez la revue *Lutte de classe*

**revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste**

**Au sommaire du n° 180 (décembre – janvier)**

- Élection présidentielle : en dehors du cirque politicien, une candidate communiste révolutionnaire
- Élection présidentielle aux États-Unis : la classe ouvrière n'avait pas la parole
- **Le 46e congrès de Lutte ouvrière**
  Textes et discussions
- Le monde capitaliste en crise
- Les élections présidentielle et législatives de 2017
- Interventions des groupes invités (extraits)
- Discussion (extraits)
- En conclusion

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro



**Lutte ouvrière ■ Directeur de publication : Michel Rodinson ■ Commission paritaire n° 1019 C 85576**